

8 mars 2025



Pour un féminisme universaliste, avec la laïcité comme point d'appui pour l'émancipation de toutes et tous !

Au niveau international comme au niveau national, les idées d'extrême droite, de haine de l'autre et de racisme, se banalisent et le masculinisme se développe. Les droites réactionnaires ne se cachent plus d'y être perméables et les religieux leur prêtent main forte comme les évangélistes aux USA. Contre ces idéologies dont les femmes et les migrant.es sont les cibles privilégiées, pour préserver nos droits et en acquérir de nouveaux, notre combat doit être sans faille.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Les femmes sont des milliards dans le monde à subir quotidiennement l'oppression patriarcale, des milliards dont les droits essentiels sont bafoués.

En **Iran** comme en **Afghanistan**, c'est un véritable « *apartheid de genre* » qui est pratiqué et qui doit être **sanctionné au niveau international**. Un premier acte positif en ce sens : le 23 janvier, le procureur de la Cour Pénale Internationale a requis des mandats d'arrêt contre deux responsables talibans.

Des décrets successifs ont interdit aux Afghanes d'étudier, de travailler dans des ONG, de chanter et lire en public...

Le dernier en date veut les emmurer dans les espaces domestiques car « *le fait de voir des femmes travaillant dans des cuisines, dans des cours ou collectant de l'eau dans des puits peut engendrer des actes obscènes* ».

En Iran, au moins 975 personnes - dont 31 femmes - ont été exécutées en 2024, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2023. C'est un outil de répression politique pour le pouvoir, ébranlé par le mouvement **Femme, Vie, Liberté**, qui a fait du port obligatoire du voile le symbole de toutes les oppressions.

Au-delà de l'Iran ou de l'Afghanistan, nous apportons notre soutien à toutes les femmes qui subissent des pressions pour se voiler, à toutes celles qui risquent l'emprisonnement ou même leur vie pour obtenir le droit de ne pas l'être.

Nous sommes solidaires des Palestiniennes, des Ukrainiennes... de toutes les femmes confrontées aux conflits armés, aux bombardements, au génocide, à l'exode, aux viols utilisés comme arme de guerre ou de propagande.

Nous dénonçons avec force **les mutilations sexuelles, les mariages forcés, les mariages d'enfants**.

Le programme des EVARS*, enfin adopté, doit être mis en œuvre concrètement, sans céder aux pressions !

Après de violentes attaques des milieux réactionnaires, religieux, de droite et d'extrême droite, relayées par les médias de Bolloré, et plusieurs versions dont certaines édulcorées sous leur influence, le Conseil supérieur de l'Éducation (qui n'a qu'un rôle consultatif) a voté à l'unanimité le 29 janvier un texte progressiste, incluant les amendements des syndicats et de la FCPE. Les notions d'homophobie et de transphobie y étaient réintégrées mais le programme officiel, publié au JO le 6 février, a de nouveau supprimé le terme de transphobie au profit de « *homophobie et autres* ». Un recul inquiétant alors que Trump mène l'offensive contre les trans...

Depuis 2001, 3 séances par an sur ce sujet sont obligatoires mais seuls 15 % des élèves en bénéficient réellement : reste donc à appliquer ce programme dès la prochaine rentrée, en termes d'horaires et de formation des enseignant.es.

Et surtout à ne pas céder aux provocations des opposant.es qui manient la désinformation pour jouer sur les inquiétudes des parents !

* *Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité*

Conférence-débat

Solidarité avec les Afghanes

avec **Shoukria HAIDAR**, Présidente de **NEGAR** – Soutien aux femmes d'Afghanistan

Invitée du **CREAL76** dans le cadre du festival **Rouen donne des Elles 2025**

Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont privé les Afghanes des droits les plus élémentaires, dont celui à l'éducation, et veulent aboutir à leur invisibilisation totale. Face à cette insupportable situation, quelles ont été les réactions internationales des États vis-à-vis du gouvernement en place à Kaboul ? Où en est le projet de reconnaissance d'un « apartheid de genre » ? Quelles solidarités concrètes pouvons-nous mettre en œuvre ?

Samedi 29 mars 2025 à 14h30 - Rouen, Auditorium de la Bibliothèque Simone-de-Beauvoir

Gratuit sur inscription auprès de la bibliothèque : lien en page d'accueil du site www.creal76.fr

Le **CREAL76** combat les idéologies sexistes et LGBTphobes. Il soutient celles et ceux qui luttent pour **vivre librement leur sexualité, pour l'accès à la contraception et à l'avortement**, gratuitement et en toute sécurité.

En France, « *la liberté* » d'avoir recours à l'IVG a été inscrite dans la constitution en 2024, ce qui constitue une protection, même si nous n'avons pas obtenu que ce soit « *le droit* ». Mais il faut lever les obstacles pour avoir accès à un avortement : manque de moyens du service public de la santé, fermeture de nombreux CIVG... et clause de conscience des médecins !

Égalité dans tous les domaines !

En France, les salaires des femmes sont inférieurs de 27 % en moyenne à ceux des hommes et les pensions des retraitées inférieures de 28 %. Moins payées, concentrées sur les emplois moins rémunérés et à temps partiel, les femmes en ont assez ! Il faut **mettre fin à la précarité** dans les métiers à prédominance féminine qui doivent être revalorisés ! Les femmes immigrées ou sans papiers sont surexploitées : elles doivent être **régularisées** !

Nous exigeons des lois plus contraignantes pour garantir l'égalité salariale effective entre les femmes et les hommes, **l'abrogation des réformes du RSA, de l'assurance chômage et de la réforme des retraites** !

L'égalité, c'est aussi du temps pour vivre ! Nous voulons une réduction du temps de travail pour toutes et tous, mais aussi que les tâches domestiques ou parentales soient partagées ou prises en charge par la collectivité. Il faut donc un **financement et un recrutement massifs dans les services publics** pour une réelle prise en charge de la petite enfance et de la dépendance.

Une loi-cadre contre les violences !

Le scandale des féminicides et des agressions sexuelles doit cesser ! Nous exigeons une **loi-cadre intégrale** contre les violences sexistes et sexuelles. Et **pas moins de 3 milliards** pour la mettre en œuvre !

Pour lutter contre ces violences et contre les stéréotypes, il est important de **mettre en place une éducation féministe et égalitaire**, qui doit donc être préservée de toute influence religieuse, ce que seule l'école publique laïque peut garantir.

Unité contre le patriarcat !

Nous regrettons les divisions du mouvement féministe.

Au-delà d'approches différentes que nous respectons, nous avons la conviction que la recherche de l'unité est essentielle pour obtenir des avancées sociales. Et plus encore dans une période où les attaques sont particulièrement graves.

C'est pourquoi le **CREAL76** est partie prenante de toutes les luttes contre le patriarcat, contre l'extrême droite, contre les politiques libérales et autoritaires. Il promeut un féminisme pleinement impliqué dans les **combats pour une société garantissant l'égalité de droit et de fait sans conditions**.

La marchandisation du corps des femmes est une violence liée au patriarcat !

Nous dénonçons les agressions dont sont victimes celles qui se définissent comme des « *travailleuses du sexe* » mais nous n'oublions pas que beaucoup de prostituées sont contraintes par des réseaux de traite et des proxénètes. De plus, il y a en France entre 15 000 et 20 000 mineures prostituées, et leur nombre a augmenté de 70 % en 5 ans.

Le 1^{er} décembre, la Belgique a légalisé un « *contrat de travail sexuel* » pour les prostituées des maisons closes. Les proxénètes seront des « *employeurs* », pour peu qu'ils obtiennent un agrément « *assorti de conditions strictes en matière de santé et de sécurité au travail* », dont l'installation d'un « *bouton d'urgence* »... preuve en soi qu'il ne s'agit pas d'un travail comme un autre.

La *Convention des Nations Unies pour la répression de la traite humaine et de l'exploitation de la prostitution d'autrui* de 1949 interdit pourtant d'« *embaucher, en vue de la prostitution, une autre personne, même consentante* ».

L'**UTSOPI**, association de défense des travailleuses et travailleurs du sexe qui a participé à l'écriture de la loi, salue les droits qui leur sont reconnus : « *refuser un partenaire, refuser des actes sexuels spécifiques, interrompre ou arrêter l'activité à tout moment...* ». Droits qu'on imagine difficiles à faire respecter...

Les 25 associations féministes qui ont mené campagne contre ce « *contrat de travail* » n'ont pas été entendues. Pour elles, ce texte, élaboré en dehors d'une analyse systémique féministe, est en contradiction avec les lois contre le harcèlement sexuel au travail.

Elles recommandaient au contraire de « *sanctionner toutes les formes de proxénétisme sans exception, de mettre en œuvre une vraie politique de soutien et de protection des personnes prostituées basées sur leurs besoins, y compris des droits de séjour aux personnes étrangères et l'offre d'alternatives à la prostitution permettant de vivre une vie en dignité* » et de « *pénaliser l'achat de tout acte sexuel* »... comme c'est le cas en France.

Nous soutenons la loi française de 2016 de lutte contre le système prostitutionnel mais elle doit disposer de beaucoup plus de moyens pour organiser les parcours de sortie de la prostitution.